



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise – CS 50 551
57 009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 2 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE – atelier RC4

**Usine de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold**

Références : ST-AVOLD_TEPF_RC4_2024-06-27_RAPVI_POI_MFFLM_00120
Code AIOT : 0006209828

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 avril 2024 dans l'atelier RC4 de l'établissement TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) implanté Établissement de Carling BP 90 290 – 57 500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 29 février 2024. Cette partie « contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TotalEnergies Petrochemicals France
- établissement de Carling BP 90 290 – 57 500 Saint-Avold
- code AIOT : 0006209828
- régime : autorisation
- statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold. Cet établissement est classé Seveso seuil haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures (RW et RC4) et de polymères (PS, PPC et PE), ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matières premières. La visite du 25 avril 2024 porte sur les installations de l'atelier RC4, situé au sein de secteur « résines logistique utilités » (RLU).

Thèmes de l'inspection :

- plans d'urgence
- risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 3 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	Octobre 2024
7	Mise en cohérence des POI des exploitants de la plateforme	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 43.5 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Mélange accidentel de	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	produits incompatibles	26/01/2022, article 3 (partiel)	à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, point I.2° de l'article R515-100 (partiel)	Sans objet
2	Exercices POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, point I.2° de l'article R515-100 (partiel)	Sans objet
3	Dispositif d'alerte et de communication	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 43.5 (partiel)	Sans objet
4	Moyen d'intervention	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 41 (partiel)	Sans objet
5	Accident ou incident et déclenchement du POI	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 38 (partiel)	Sans objet
8	Dispositif de détecteur et d'alarme interne	Arrêté Préfectoral du 26/01/2022, article 3 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment de la visite du 25 avril 2024, la nécessité :

- de mettre à jour le POI en intégrant l'ensemble des documents rédigés par l'exploitant conformément aux prescriptions réglementaires (cf point de contrôle n°6) ;
- de transmettre les éléments concernant la mise en place de nouvelles MMR ainsi que le positionnement sur la mise à jour de l'étude de danger (cf. point de contrôle n°9) ;
- de justifier de la réalisation en 2024 d'un exercice commun avec d'autres industriels qu'Arkema et de la mise en cohérence des POI des établissements de la plateforme ayant permis, dans l'étude de dangers, de les exclure du nombre de personnes touchées en cas d'accident conformément aux dispositions de la fiche 1 de la circulaire ministérielle du 10 mai 2010 (cf. point de contrôle n°7).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, point I.2° de l'article R515-100 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
Prescription contrôlée : « [...] Il est [...] mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »
Constats : L'inspection des installations classées constate que la dernière version disponible du POI date du 6

octobre 2021 et la version antérieure du 30 août 2017. La prochaine version du POI est attendue pour octobre 2024 au plus tard.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exercices POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, point I.2° de l'article R515-100 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
Prescription contrôlée : « [...] Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an [...] »
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 25 avril 2024, l'exploitant a présenté les exercices POI réalisés au droit de l'atelier RC4 sur les cinq dernières années.</p> <p>Des exercices ont été réalisés, au droit de cet atelier, les 6 octobre 2020, 13 décembre 2022, 10 octobre 2023 et 9 avril 2024.</p> <p>Par sondage, la synthèse de l'exercice POI réalisé le 10 octobre 2023 a été consultée lors de la visite. Cette synthèse comprend un fichier chronologique de chaque étape de l'exercice ainsi qu'un outil permettant d'indiquer les axes d'amélioration suite à l'exercice POI.</p> <p>En complément, l'exploitant tient à jour un fichier synthétique, pour l'ensemble des ateliers, des points d'amélioration issus des exercices POI. Les actions mises en œuvre suites à ces remontées y sont également renseignées.</p> <p>La liste, transmise par mail de l'exploitant du 22 mai 2024, détaillant les exercices POI réalisés en 2023 sur chaque atelier et par thématique n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositif d'alerte et de communication

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2006 modifié, article 43.5 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Prescription contrôlée : « [...] En particulier, l'exploitant dispose d'un dispositif d'alerte et de communication permettant de déclencher rapidement l'alerte chez les sociétés précitées en cas d'activation de son POI. [...] »
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 25 avril 2024, l'inspection des installations classées constate, en salle de contrôle de l'atelier RC4, la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> – d'un système d'interphonie permettant l'échange entre les salles de contrôle TEPF, le poste principal de secours (PPS), le local POI commun et les autres exploitants de la plateforme membres de Chemesis ; – d'un système de radio permettant d'échanger entre la salle de contrôle et l'atelier ; – d'un généphone, permettant de relier la salle de contrôle et le PPS en absence de liaison téléphonique. <p>Lors de la visite, l'exploitant a déclaré disposer d'une sirène d'alerte locale par atelier et également d'une sirène d'alerte générale.</p> <p>L'exploitant a également présenté, lors de la visite, son système de diffusion de masse nommé "Contact Everyone" qui permet la diffusion simultanée de messages vocaux, sms, fax et courriels vers les exploitants de la plateforme et les services de l'administration. Le système est déclenché manuellement, par la cellule communication après validation par le directeur des opérations internes (DOI). L'inspection des installations constate la bonne réception des informations, via le système de diffusion mis en place, lors du dernier exercice POI de l'atelier RC4 le 9 avril 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyen d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2006 modifié, article 41 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
Prescription contrôlée : « [...] Les moyens de défense [...] sont décrits dans le POI.[...] »
Constats : Lors de la visite du 25 avril 2024, l'inspection des installations classées constate, par sondage, la présence, conformément au POI du 6 octobre 2021, au poste principal de secours (PPS) : <ul style="list-style-type: none">• Moyen humain :<ul style="list-style-type: none">– d'un personnel, au poste de contrôle stationnaire, présent à l'entrée du site et disposant de la conduite à tenir en fonction du scénario de l'accident (mode opératoire disponible TPF.SG.MO.080 du 16/09/2021). Il dispose d'un report des alarmes des salles de contrôle des ateliers TEPF sur son poste ;– d'un chef de poste disposant des consignes permettant d'identifier les moyens humains et matériels à mettre en œuvre en fonction du scénario du POI (mode opératoire TPF.SG.MO.59 du 10/06/2021) ;– d'un cahier de recensement quotidien des moyens humains d'intervention présent au PPS. Au moment de la visite, six personnes étaient recensées sur le document.• Moyen technique :<ul style="list-style-type: none">– la présence, au PPS, de camions de ramassage des pompiers, d'une ambulance, d'un poste de commandement mobile, d'un tri-extincteur et d'un camion mousse très haute pression ;– l'absence des berces émulseur au PPS. L'exploitant déclare que les berces ne sont plus nécessaires dans le cadre des besoins matériels pour la gestion d'accident (suite notamment à la cessation d'activité des vapocraqueurs) et que par conséquent, elles sont stockées sur wagon au niveau du chemin de fer. L'exploitant s'est engagé à préciser le POI, sur ce point, lors de la mise à jour prévue en octobre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accident ou incident et déclenchement du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2006 modifié, article 38 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
Prescription contrôlée : « L'exploitant consigne dans un document adapté tous les incidents. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] Les événements ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces événements, les remèdes apportés et les actions engagées pour éviter le renouvellement d'un tel événement sont consignés dans un document. »
Constats : Lors de la visite du 25 avril 2024, l'exploitant déclare qu'aucun événement n'a nécessité le déclenchement d'un POI en 2022 et 2023. Le 16 novembre 2023, un objet suspect a été découvert au niveau du bâtiment direction. Cet événement a nécessité le déclenchement d'une gestion de crise et a été considéré par l'exploitant comme une découverte d'objet suspect (considéré comme niveau 2 du POI) et non une alerte à la bombe (considéré comme niveau 3 du POI). L'objet ayant été identifié, le niveau 3, correspondant au déclenchement du POI, n'a pas été activé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2022, article 3 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence

Prescription contrôlée :art.3 de l'AP 04/04/2022 (partiel) :

« Dans un délai de 6 mois : le plan d'opération interne (POI) de l'établissement comprend une annexe qui précise, notamment :

- la liste, établie à partir de l'étude de dangers, des substances susceptibles, si elles sont libérées, de générer des effets toxiques irréversibles dans des zones occupées par des tiers ;
 - la liste, établie à partir de la méthodologie définie dans l'avis du 9 novembre 2017 susvisé et du retour d'expérience, des substances susceptibles, si elles sont libérées, de générer des inconvénients forts, dont des odeurs, sur de grandes distances (plus de cinq kilomètres);
- [...]

D'ici le 1^{er} janvier 2023 le plan d'opération interne (POI) de l'établissement comprend une annexe qui précise, notamment :

- les méthodes de prélèvement et d'analyse disponibles et adaptées pour chacune de ces substances ;
- les modalités opérationnelles de prélèvement et de mesures selon la durée de l'évènement ;
- les modalités d'activation de la chaîne de prélèvement et d'analyses ;
- les modalités de relevé des conditions météorologiques pendant les différentes phases de l'évènement et pendant la réalisation des prélèvements. »

art.5 de l'AM 26/05/2014 (partiel) :

« [...] le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; [...] »

Point i – annexe V de l'AM 26/05/2014 :

« Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1^{er} janvier 2023. »

Constats :

Lors de la visite du 25 avril 2024, l'exploitant a présenté la stratégie des premiers prélèvements environnementaux de SOCOTEC. Ce document, du 15 avril 2024, précise :

- les substances à rechercher, par atelier, parmi les substances toxiques, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances ainsi que les produits de décomposition en cas d'incendie ;
- les méthodes de prélèvement et d'analyse, par atelier et par substance ;
- la stratégie de prélèvement en fonction des conditions météorologiques relevées au niveau des deux stations météorologiques de la plateforme (Arkema et TEPF).

Ces éléments seront intégrés dans la mise à jour du POI prévue en octobre 2024 et permettront de répondre aux prescriptions susmentionnées (arrêté préfectoral du 4 avril 2022 et arrêté ministériel du 26 mai 2014).

En complément du contrat SOCOTEC qui s'engage à intervenir entre 1 h et 4 h, l'exploitant est en train d'établir une convention avec le SDIS pour les premiers prélèvements environnementaux durant la 1^{re} heure. L'exploitant déclare que la convention sera signée fin juin 2024 et sera transmise à l'inspection des installations classées.

Au vu des constats et de la stratégie de prélèvement établie par l'exploitant, l'inspection des installations classées rappelle que la mise à jour du POI, attendue pour octobre 2024, devra également se positionner les autres milieux que l'air ambiant (sols, eaux, etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : Octobre 2024

N° 7 : Mise en cohérence des POI des exploitants de la plateforme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2006 modifié, article 43.5 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence

Prescription contrôlée :

« [...] l'exploitant s'assurera que son POI est en cohérence avec chacun des POI des établissements ARKEMA, SNF, PROTELOR, AL TUGLAS et AIR LIQUIDE, conformément aux dispositions de la fiche 1 annexée à la circulaire ministérielle du 28 décembre 2006.

En particulier, l'exploitant dispose d'un dispositif d'alerte et de communication permettant de déclencher rapidement l'alerte chez les sociétés précitées en cas d'activation de son POI. Le POI de l'exploitant comporte la description des mesures à prendre en cas d'accident chez les sociétés précitées susceptible d'impacter le personnel de l'exploitant. Une information des sociétés précitées est effectuée par l'exploitant : lors de la modification de son POI ; lors de la mise à jour de son étude de dangers dès lors que l'un des phénomènes dangereux identifiés est susceptible de les impacter. L'exploitant communique auprès de ces sociétés voisines sur les retours d'expérience susceptibles de les impacter. Un exercice commun de POI est organisé a minima une fois par an. Cet exercice peut se substituer à l'exercice exigé à l'article 43.3 ci-avant dès lors que les conditions prescrites sont remplies (participation de TPF et soumission du thème de l'exercice à l'inspection des installations classées et au SDIS). Une rencontre des chefs d'établissements impliqués dans la mise en cohérence des POI ou de leurs représentants chargés des plans d'urgence est organisée [...] »

Constats :

Mise en cohérence des POI

Lors de la visite du 25 avril 2024, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la mise en cohérence des POI des établissements de la plateforme ayant permis dans l'étude de dangers de les exclure du nombre de personnes touchées en cas d'accident conformément aux dispositions de la fiche 1 de la circulaire ministérielle du 10 mai 2010.

Exercice POI commun

Lors de la visite du 25 avril 2024 et par mail du 22 mai 2024, l'inspection des installations classées constate que :

- des exercices POI communs Arkema/TEPF sont programmés chaque année ;
 - le dernier exercice POI a eu lieu le 9 avril 2024 ;
 - les autres industriels de la plateforme ne participent pas aux exercices POI ; ils sont uniquement informés et/ou confinés lorsqu'ils sont concernés par le scénario de l'exercice.
- Par mail du 22 mai 2024, l'exploitant déclare qu'un exercice POI inopiné sera programmé avec un autre industriel qu'Arkema en 2024.

Information et rencontre des chefs d'établissements ou représentants en charge des plans

<u>d'urgence</u> L'exploitant a communiqué par mail du 25 avril 2024, le compte-rendu de la réunion du 20 novembre 2023 des chefs d'établissement concernant la mise en cohérence des POI. Les éléments communiqués n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, dans un délai de 6 mois, les justificatifs de la réalisation d'exercice POI en commun avec les exploitants touchés par les scénarios identifiés dans l'étude de danger ainsi que les éléments permettant de justifier de la mise en cohérence des POI au regard de la fiche 1 de la circulaire ministérielle du 10 mai 2010.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Dispositif interne de détecteurs et d'alarmes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2022, article 3 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : « Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à l'étude de dangers "Atelier Résines C4 – Révision décembre 2020" complétée par les éléments transmis par courriel du 21 juin 2021 susvisé [...] »
Constats : Lors de la visite du 25 avril 2024, l'inspection des installations classées constate, par sondage, au droit de l'atelier RC4, la présence des détecteurs gaz GT8102 et GT8101 et des détecteurs feu NT8101 et NT8102 mentionnés dans l'étude de dangers – révision décembre 2020 ainsi qu'une alarme visuelle et sonore interne à l'atelier. L'inspection des installations classées constate également la présence d'une alarme visuelle et sonore en salle de contrôle RC4, qui se déclenche selon l'exploitant en cas de mise en défaut ou de dépassement des seuils pré-définis au niveau des détecteurs gaz et feu listés ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mélange accidentel de produits incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2022, article 3 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, mesures de maîtrise des risques (MMR)
Prescription contrôlée : <u>art. 3 de l'AP du 26/01/2022 (partiel) :</u> « Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à l'étude de dangers "Atelier Résines C4 – Révision décembre 2020" complétée par les éléments transmis par courriel du 21 juin 2021 susvisé [...] » <u>extrait EDD – révision décembre 2020 en partie confidentielle</u>
Constats : Les constats liés à cette prescription sont confidentiels.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre la date de fonctionnement effectif de ces nouvelles MMR, de se positionner sur la mise à jour de l'étude de danger et de mettre à jour de la liste unique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois